

ANNEXE N° 5

RÉMUNÉRATION DES INTERNES ET ÉTUDIANTS HOSPITALIERS
DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION PUBLICS

PERSONNELS CONCERNÉS	MONTANT au 1 ^{er} janvier 1975.
	Francs.
A. — Rémunération principale.	
a) Taux annuel de la rémunération des internes des centres hospitaliers régionaux faisant partie de centres hospitaliers et universitaires.	
Internes de 3 ^e et 4 ^e année.....	21 832
Internes de 1 ^{re} et 2 ^e année.....	19 238
b) Taux mensuel de l'indemnité allouée aux étudiants en médecine désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne en médecine dans les conditions prévues à l'article 32 du décret n° 64-207 du 7 mars 1964 modifié.....	1 442
c) Taux annuel des indemnités allouées aux étudiants hospitaliers.	
Stage pratique interne (ex 6 ^e année).....	5 781
5 ^e et 6 ^e semestre de la deuxième partie du deuxième cycle des études médicales (ex 5 ^e année).....	5 136
3 ^e et 4 ^e semestres de la deuxième partie du deuxième cycle des études médicales (ex 1 ^{re} année).....	4 494
B. — Taux annuel des indemnités compensatrices d'avantages en nature pour les internes et étudiants en médecine désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne.	
Majoration pour ceux qui sont non logés et non nourris.	1 860
Majoration pour ceux qui sont non logés mais nourris..	620
Majoration pour ceux qui sont non nourris mais logés..	1 240
C. — Indemnités complémentaires.	
a) Taux annuel des indemnités complémentaires allouées aux internes en médecine, en pharmacie des hôpitaux nommés aux concours et aux sages-femmes non fonctionnaires des hôpitaux de Paris.	
Internes des hôpitaux de Paris.....	20 766
Internes des centres hospitaliers régionaux faisant partie de centres hospitaliers et universitaires.....	18 170
Internes en médecine des hôpitaux publics de la région sanitaire de Paris.....	10 383
Internes en médecine des hôpitaux publics des régions sanitaires de province.....	6 489
Internes en pharmacie des hôpitaux de Paris.....	11 554
Internes en pharmacie des centres hospitaliers régionaux faisant partie d'un centre hospitalier et universitaire.....	7 221
Internes en pharmacie des hôpitaux de la région sanitaire de Paris.....	5 777
Internes en pharmacie des autres centres hospitaliers et hôpitaux (ancien régime).....	2 888
Internes en médecine recrutés au concours des sanatoriums et des hôpitaux psychiatriques de province..	5 191
Premières sages-femmes des hôpitaux de Paris.....	24 437
Sages-femmes internes des hôpitaux de Paris.....	12 219
b) Taux mensuel des indemnités complémentaires allouées aux étudiants en médecine désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne.	
Hôpitaux de Paris.....	500
Centres hospitaliers régionaux situés dans une ville siège d'une unité d'enseignement et de recherche de médecine.....	250

Commission chargée de proposer la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux.

Par arrêté du ministre de la santé en date du 22 avril 1975, MM. Corruble (Eric), directeur, et Nicolazo-Crach (Pierre-Philippe), chef de division, proposés par la caisse nationale maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles, sont nommés membre titulaire et membre suppléant de la commission chargée de proposer la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux, en remplacement de MM. Leuwers et de Mourgues.

Médecins inspecteurs de la santé.

Par arrêtés du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la santé en date du 5 mars 1975, Mmes et MM. les docteurs Combes (Germaine), Darne (Joseph), Camus-Roubert (Paule) et Perret (Henri), médecins inspecteurs en chef de la santé, ont été détachés d'office dans le corps de l'inspection de l'action sanitaire et sociale, pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1972, pour exercer les fonctions de directeur départemental de l'action sanitaire et sociale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la santé en date du 5 mars 1975, M. le docteur Lieutaud (André), médecin inspecteur en chef de la santé, a été détaché d'office dans le corps de l'inspection de l'action sanitaire et sociale, pour une période de cinq ans à compter du 15 juin 1972, pour exercer les fonctions de directeur départemental de l'action sanitaire et sociale.

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRANSPORTS

Décret n° 75-364 du 13 mai 1975 transférant au ministre chargé des sports les attributions relatives au parachutisme sportif précédemment exercées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la qualité de la vie et du secrétaire d'Etat aux transports,

Vu le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres;

Vu le décret n° 74-578 du 6 juin 1974 relatif aux attributions du ministre de la qualité de la vie;

Vu le décret n° 74-605 du 25 juin 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports);

Vu le code de l'aviation civile;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Le ministre chargé des sports exerce les attributions relatives au parachutisme sportif précédemment exercées par le ministre chargé de l'aviation civile, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'activité de la fédération nationale des parachutistes français.

Art. 2. — A l'article D. 510-4 (dernier alinéa) du code de l'aviation civile, les mots : « conjointement avec le ministre chargé de l'aviation civile » sont supprimés.

Art. 3. — Le Premier ministre, le ministre de la qualité de la vie et le secrétaire d'Etat aux transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 mai 1975.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

JACQUES CHIRAC.

Le ministre de la qualité de la vie,
ANDRÉ JARROT.

Le secrétaire d'Etat aux transports,

MARCEL CAVAILLÉ.

Régies d'avances et de recettes.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux transports en date du 14 avril 1975, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 11 décembre 1973 portant institution de régies de recettes et de régies d'avances auprès du service de la formation aéronautique modifiées sont modifiées comme suit :

« Centres nationaux de formation aéronautique de :

« Challes-les-Eaux : 9 500 F ;

« Saint-Auban-sur-Durance : 9 000 F. »

(Le reste sans changement.)